

Au terme de l'année 2016, le FEC affiche une hausse de 12 % du Produit Net Bancaire et une augmentation de 14 % du Résultat Net, atteignant 258 MDH.

Ces performances sont le fruit de l'activité soutenue de l'investissement du Secteur Local, de la maîtrise des risques et de la rationalisation des dépenses de fonctionnement.

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

3,1
MMDH

Les engagements par signature se sont établis à 3,1 milliards de dirhams marquant une hausse de 41% par rapport à fin 2015.



CREDITS PAR DECAISEMENT

2
MMDH

Les crédits par décaissement ont atteint 2 milliards de dirhams contre 1,8 milliard de dirhams à fin décembre 2015, soit une hausse de 11 %.



TOTAL BILAN

16
MMDH

Le total bilan, composé quasi-exclusivement des créances sur la clientèle, a connu une augmentation de 7%, ce qui dénote de l'intervention soutenue de la Banque en faveur du secteur local.



CREANCES EN SOUFFRANCE

50
MDH

Le caractère quasi-souverain du risque de crédit des Collectivités Territoriales, appuyé par une politique de recouvrement efficace, se traduit par un niveau de créances en souffrance (CES) et un taux de CES très bas.



PRODUIT NET BANCAIRE

467
MDH

Le FEC a réalisé un produit net bancaire de 467 millions de dirhams à fin décembre 2016 en hausse de 12% par rapport à fin décembre 2015, reflétant ainsi l'activité de prêt soutenue et la qualité du portefeuille du FEC.



RESULTAT NET

258
MDH

Le résultat net s'est établi à 258 millions de dirhams à fin décembre 2016, soit une augmentation de 14% ou 31 MDH par rapport à fin décembre 2015.



BILAN

(En milliers MAD)

ACTIF	31/12/2016	31/12/2015
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES	98 832	362 004
TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	-	-
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	2 758	6 710
A Vue	2 758	6 710
A Terme	-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE	16 261 807	14 922 336
Crédits de Trésorerie et à la Consommation	3 872	1 682
Crédits à l'Équipement	15 743 886	14 862 412
Crédits immobiliers	25 458	26 315
Autres Crédits	488 590	31 928
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
AUTRES ACTIFS	57 395	58 479
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 516	766
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 962	56 271
TOTAL ACTIF	16 476 294	15 406 593

PASSIF	31/12/2016	31/12/2015
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES	5 385 931	4 681 926
A Vue	-	-
A Terme	5 385 931	4 681 926
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Créditeurs	-	-
Comptes d'Épargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Créditeurs	-	-
TITRES DE CREANCES EMIS	8 115 160	8 006 219
Titres de Créance Négociables Emis	4 477 999	5 200 065
Emprunts Obligataires Emis	3 637 161	2 806 153
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	43 112	44 065
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-	-
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	1 674 227	1 447 387
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES : CAPITAL NON VERSE (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	257 863	226 996
TOTAL PASSIF	16 476 294	15 406 593

HORS BILAN

(En milliers MAD)

	31/12/2016	31/12/2015
ENGAGEMENTS DONNES	5 532 917	4 530 927
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 532 917	4 530 927
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	1 600 000	400 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 600 000	400 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(En milliers MAD)

	31/12/2016	31/12/2015
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	961 390	922 681
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	6 145	4 400
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	955 245	913 624
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	-	4 656
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	494 451	507 136
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	211 297	221 521
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	282 903	285 304
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	251	311
PRODUIT NET BANCAIRE	466 940	415 545
Produits d'exploitation non bancaire	951	611
Charges d'exploitation non bancaire	163	149
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	58 244	54 176
Charges de personnel	41 154	39 556
Impôts et taxes	833	829
Charges externes	8 896	6 729
Autres charges générales d'exploitation	3 692	2 987
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 669	4 075
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 041	1 831
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 041	1 831
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 762	11 311
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 762	2 640
Récupération sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	8 671
RESULTAT COURANT	410 205	371 311
Produits non courants	38	10
Charges non courantes	0	9 692
RESULTAT AVANT IMPOTS	410 242	361 629
Impôt sur les résultats	152 379	134 633
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	257 863	226 996



ETATS DE SYNTHESE
au 31 Décembre 2016

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(En milliers MAD)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2016	31/12/2015
(+) Intérêts et produits assimilés	961 390	918 024
(-) Intérêts et charges assimilées	494 200	506 825
MARGE D'INTERET	467 191	411 200
(+) Produits sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	251	311
MARGE SUR COMMISSIONS	- 251	- 311
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	4 656
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	-	4 656
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	466 940	415 545
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	951	611
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	163	149
(-) Charges générales d'exploitation	58 244	54 176
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	409 484	361 831
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 721	- 808
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	- 8 671
RESULTAT COURANT	410 205	371 311
RESULTAT NON COURANT	38	- 9 682
(-) Impôt sur les résultats	152 379	134 633
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	257 863	226 996

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(En milliers MAD)

	31/12/2016	31/12/2015
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	257 863	226 996
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 669	4 075
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	8 671
(-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	80	-
(-) Moins values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) plus value de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins value de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	261 453	222 399
(-) Bénéfices distribués	-	176 471
(+) AUTOFINANCEMENT	261 453	45 928

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En milliers MAD)

	31/12/2016	31/12/2015
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	961 390	922 681
(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	989	9 292
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	494 451	507 136
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	163	9 841
(-) Charges générales d'exploitation versées	54 575	50 101
(-) Impôts sur les résultats versés	152 379	134 633
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	260 812	230 262
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 952	- 3 151
(+) Créances sur la clientèle	- 1 338 750	- 911 116
(+) Titres de transaction et de placement	-	-
(+) Autres actifs	1 085	3 440
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	704 005	269 582
(+) Dépôts de la clientèle	-	-
(+) Titres de créance émis	108 942	826 825
(+) Autres passifs	- 953	- 27 914
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 521 719	157 665
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 260 908	387 927
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
(+) Produit des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 109	958
(+) Intérêts perçus	-	-
(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 2 109	- 958
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
(+) Emission d'actions	-	-
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
(-) Intérêts versés	-	-
(-) Dividendes versés	-	176 471
(-) Autres	156	8 671
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 156	- 185 142
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV+V)	- 263 172	201 827
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	362 004	160 177
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	98 832	362 004

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
 Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
 - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
 - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
 Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur. Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérégations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérégations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérégations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

Néant

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

Néant

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
	COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	97 800	2 758	-	-	100 558
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 017	-	-	-	1 017	1 389
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	98 817	2 758	-	-	101 575	368 701

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
			Financiers	Non financiers		
Titres cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres non cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TOTAL						

Néant

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

(en milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participations dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire central	20 000	0,125	25	25	31/12/2015	281 407	8 529	-
TOTAL PARTICIPATIONS EMPLOIS ASSIMILES				25	25	-	281 407	8 529	-
TOTAL GENERAL				25	25	-	281 407	8 529	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/2016	31/12/2015
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	29 174	29 542
Sommes dues par l'Etat	28 454	28 982
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	720	560
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	28 221	28 937
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	20 933	20 132
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	6 496	8 804
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	454	1
Autres comptes de régularisation	338	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	57 395	58 479

CREANCES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	31/12/2016		31/12/2015		31/12/2016	31/12/2015
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés						
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

Néant

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
Crédit-bail mobilier en cours									
Crédit-bail mobilier loué									
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
Crédit-bail immobilier en cours									
Crédit-bail immobilier loué									
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
Immobilisation données en location simple	18 280			18 280	247	14 265			4 014
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple	18 280			18 280	247	14 265			4 014
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
TOTAL	18 280			18 280	247	14 265			4 014

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
 صندوق التجهيز الجماعي



CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
		Entreprises financière	Entreprises non financière			
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	3 872	3 872	1 682
CREDITS A L'EQUIPEMENT	15 124 437	-	-	-	15 124 437	14 274 348
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	25 458	25 458	26 315
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	449 999	-	-	449 999	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	619 449	81	-	-	619 530	588 065
CREANCES EN SOUFFRANCE	38 511	-	-	-	38 511	31 928
Créances pré-douteuses	29 188	-	-	-	29 188	18 596
Créances douteuses	2 665	-	-	-	2 665	1 373
Créances compromises	6 657	-	-	-	6 657	11 959
TOTAL	15 782 397	450 079	-	29 330	16 261 807	14 922 336

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES

(en milliers MAD)

	31/12/2016		31/12/2015	
	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
Prêts Classiques				
CREANCES PREDOUTEUSES	32 026	1 215	20 977	772
CREANCES DOUTEUSES	3 122	296	1 580	153
CREANCES COMPROMISES	7 112	5 560	6 438	5 436
Sous total 1	42 260	7 071	28 995	6 360
Prêts MEN *				
CREANCES PREDOUTEUSES	-	-	-	-
CREANCES DOUTEUSES	-	-	-	-
CREANCES COMPROMISES	7 888	1 431	15 987	2 862
Sous total 2	7 888	1 431	15 987	2 862
TOTAL GÉNÉRAL	50 148	8 502	44 983	9 222

* Prêts pris en charge par le budget du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pour la réalisation de projets dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements Sur immo. Sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 691	1 396	-	20 087	17 925	646	-	18 571	1 516
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	18 691	1 396	-	20 087	17 925	646	-	18 571	1 516
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 495	713	959	118 250	62 224	3 023	959	64 288	53 962
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	19 097	1 552	-	20 650	48 674
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	18 651	1 530	-	20 181	41 014
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	900	-	-	900	446	23	-	469	431
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	26 728	319	959	26 088	23 871	1 117	959	24 029	2 059
Mobilier de bureau d'exploitation	8 343	14	959	7 398	7 929	304	959	7 274	125
Matériel de bureau d'exploitation	878	66	-	943	810	25	-	835	108
Matériel informatique	14 999	239	-	15 238	13 136	647	-	13 783	1 454
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 509	-	-	2 509	1 995	141	-	2 136	372
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	13 555	352	-	13 908	13 338	110	-	13 448	460
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	8 889	42	-	8 931	5 919	243	-	6 162	2 769
Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	2 952	139	-	3 091	2 454
Mobilier et matériel hors exploitation	2 081	11	-	2 093	1 723	96	-	1 819	273
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 263	31	-	1 294	1 243	8	-	1 252	42
TOTAL	137 186	2 109	959	138 337	80 149	3 669	959	82 859	55 478

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					31/12/2016	31/12/2015
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	100 000
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	100 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	4 938 958	-	228 886	5 167 845	4 377 366
AUTRES DETTES	-	-	-	171 313	171 313	164 200
INTERETS COURUS A PAYER	-	42 910	-	3 863	46 774	40 360
TOTAL	-	4 981 869	-	404 062	5 385 931	4 681 926

CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	Encours 31/12/2015	Affectation du résultat	Autres variations	Encours
				31/12/2016
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	1 447 387	226 996	156	1 674 227
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	1 447 387	226 996	156	1 674 227
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	226 996	-226 996	257 863	257 863
TOTAL	2 674 383	-	257 708	2 932 090

DEPOTS DE LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	-	-	-	-	-
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	-	-	-	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

TITRES DE CREANCES EMIS

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Caractéristiques				Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
		Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
Titres de créances négociables					4 401 500				
Certificats de Dépôt	28/06/2010	28/06/2017	100	4,81%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	30/06/2010	30/06/2017	100	4,81%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	09/08/2010	09/08/2017	100	3,12%	In fine	260 000			
Certificats de Dépôt	07/09/2010	07/09/2017	100	4,81%	In fine	70 000			
Certificats de Dépôt	07/09/2010	07/09/2017	100	3,17%	In fine	330 000			
Certificats de Dépôt	08/10/2010	08/10/2017	100	3,11%	In fine	302 000			
Certificats de Dépôt	16/11/2010	16/11/2017	100	2,98%	In fine	250 000			
Certificats de Dépôt	15/02/2011	15/02/2018	100	3,30%	In fine	350 000			
Certificats de Dépôt	21/04/2011	21/04/2018	100	2,71%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	02/02/2012	02/02/2019	100	3,24%	In fine	202 500			
Certificats de Dépôt	15/05/2012	15/05/2019	100	2,63%	In fine	224 000			
Certificats de Dépôt	30/01/2014	30/01/2017	100	3,04%	In fine	200 000			
Certificats de Dépôt	21/03/2014	21/03/2017	100	3,06%	In fine	100 000			
Certificats de Dépôt	07/05/2014	07/05/2019	100	2,65%	In fine	65 000			
Certificats de Dépôt	07/05/2014	07/05/2019	100	4,54%	In fine	50 000			
Certificats de Dépôt	20/05/2014	20/05/2019	100	2,60%	In fine	350 000			
Certificats de Dépôt	26/06/2014	26/06/2019	100	2,54%	In fine	170 000			
Certificats de Dépôt	26/06/2014	26/06/2019	100	4,40%	In fine	100 000			
Certificats de Dépôt	24/12/2014	24/12/2021	100	2,84%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	24/12/2014	24/12/2019	100	2,69%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	24/03/2015	24/03/2022	100	2,89%	In fine	328 000			
Emprunts obligataires					3 572 133				
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	2,89%	In fine	151 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,74%	In fine	60 000			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,84%	In fine	220 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	2,85%	In fine	225 000			
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	733 333			
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	4,32%	Amortissable	735 800			
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	672 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	320 000			
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,25%	Amortissable	455 000			
TOTAL					7 973 633				

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/2016	31/12/2015
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Créditeurs divers	33 064	35 188
Sommes dues à l'Etat	28 655	31 202
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 181	1 285
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	2 077	1 608
Divers autres créditeurs	1 151	1 092
Comptes de régularisation	10 048	8 877
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	1 378	492
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	8 447	8 161
Autres comptes de régularisation	223	223
TOTAL	43 112	44 065


PROVISIONS

(en milliers MAD)

PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	Encours	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours
	31/12/2015				31/12/2016
créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 685	1 041	1 762	-	19 964
créances sur la clientèle	9 222	1 040	1 760	-	8 502
titres de placement	-	-	-	-	-
titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
autres actifs	11 463	1	1	-	11 463
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	-	-	-	-	-
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	-	-	-	-	-
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	20 685	1 041	1 762	-	19 964

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Montant 31/12/2015	Utilisation 31/12/2016	Montant 31/12/2016
Subventions	-	-	-	-	-
Fonds publics affectés	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux de garantie	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/2016	31/12/2015
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	5 532 917	4 530 927
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5 532 917	4 530 927
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	5 532 917	4 530 927
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de		

DETTES SUBORDONNEES							(en milliers MAD)			
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
							Montant (c/v MAD)	Montant (c/v MAD)	Montant (c/v MAD)	Montant (c/v MAD)
							31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
	Néant							Néant		

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/2016

(2) Eventuellement indéterminée

(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE (en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	380 000		380 000
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-		-

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE (en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	100 558	-	-	-	-	100 558
Créances sur la clientèle	472 667	296 768	839 247	4 971 309	9 021 440	15 601 431
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	573 225	296 768	839 247	4 971 309	9 021 440	15 701 989
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	28 958	45 208	417 387	1 745 743	2 930 549	5 167 845
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	266 667	100 000	1 818 266	3 003 233	2 785 467	7 973 633
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	295 625	145 208	2 235 653	4 748 976	5 716 016	13 141 478

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE (en milliers MAD)

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédit par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
2	3 609 842	2 033 988	1 575 854	-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE (en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	404 180
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	404 062
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	117
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	Montant
Engagements donnés	-

MARGE D'INTERET (en milliers MAD)

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts perçus		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	961 390	918 024
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	6 145	4 400
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	955 245	913 624
Intérêts servis	494 200	506 825
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	211 297	221 521
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	282 903	285 304
TOTAL	467 191	411 200

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement	Néant
Titres de participation	
Participations dans les entreprises liées	
Titres de l'activité de portefeuille	
Emplois assimilés	
TOTAL	

COMMISSIONS (en milliers MAD)

	Montant
Commissions perçues	-
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-
Commissions versées	251
Sur opérations avec les établissements de crédit	77
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	174
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ (en milliers MAD)

Produits et charges	31/12/2016	31/12/2015
Produits	81	4 656
Gains sur les titres de transaction	81	4 656
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
Charges	-	-
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins valeur de cession sur titres de placement	-	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-
RESULTAT	81	4 656

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en milliers MAD)

Charges	Montant
Charges du personnel	41 154
Impôts et taxes	833
Charges externes	8 896
Autres charges générales d'exploitation	3 692
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	3 669
TOTAL	58 244

AUTRES PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	251
Produits et charges d'exploitation non bancaires	
Produits d'exploitation non bancaires	951
Charges d'exploitation non bancaires	163
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 041
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 762
Produits et charges non courants	
Produits non courants	38
Charges non courantes	0

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS (en milliers MAD)

I- DATATION	
Date de clôture (1)	31/12/2016
Date d'établissement des états de synthèse (2)	Mars 2017
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables
	Néant

EFFECTIFS (En nombre)

EFFECTIFS	31/12/2016	31/12/2015
Effectifs rémunérés	106	105
Effectifs utilisés	106	105
Effectifs équivalent plein temps	106	105
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	96	95
Employés (équivalent plein temps)	10	10
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

1 Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Equipeement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration du FEC approuve la politique globale de gestion des risques ainsi que les orientations stratégiques de gestion de chaque risque pris individuellement.

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé ;
- 1 représentant du Ministère de l'Equipeement et du Transport ;
- 1 représentant du Ministère de l'Energie et des Mines ;
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- Des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration a institué en son sein, conformément aux nouvelles dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit, un Comité d'Audit et des Risques.

Le Conseil d'Administration avait été assisté auparavant, par un Comité d'Audit, chargé de l'évaluation du système de contrôle interne

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si les circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Wali Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Wali Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre ;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

En application des nouvelles exigences réglementaires relatives au contrôle interne, le FEC a mis en place la fonction de contrôle permanent. La responsabilité de cette fonction a été confiée à la Direction des Risques.

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC. Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2 Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Equipeement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non conformité : correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables sans distinction entre les catégories des emprunteurs.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et contrôle permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est agréé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, la Direction des Grands Projets ou la Direction des Crédits d'Equipeement, relevant toutes deux du Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des comptes administratifs approuvés des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la collectivité locale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la collectivité locale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions Générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Locales, les annuités de l'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

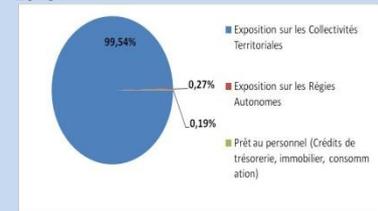
A fin Décembre 2016 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 5.018.593 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 85% du risque de crédit et de 15% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité et le ratio Tier One se sont établis à 58,38%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle constituées de 99,54% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 15.823.364 Milliers de DH au 31 Décembre 2016 :



Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 31/12/2016, à 5.532.917 Milliers de DH et concernent :

- les prêts classiques ;
- les prêts "MEN" octroyés pour la mise à niveau et la réhabilitation des établissements scolaires dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC ;
- les prêts accordés aux régies autonomes "RA" dans le cadre de consortiums bancaires.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 31 Décembre 2016, fait ressortir que 83% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les collectivités locales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib (entrée en vigueur en 2013) à 13,89% à fin Décembre 2016, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress test ont été

effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress test minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 2%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de la gestion Actif/Passif.

Le Comité des Risques Interne se charge de la validation de la politique relative à la gestion Actif/Passif. Ses réunions constituent l'occasion d'examiner le profil de taux et de liquidité de l'Institution, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et la présentation de la structure du bilan.

Gestion Actif/Passif

Le FEC est doté d'une application « Gestion Financière – ALM » qui s'intègre dans son système d'information et qui permet de mieux appréhender la gestion des risques financiers inhérents à ses activités, notamment les risques de liquidité et de taux d'intérêt.

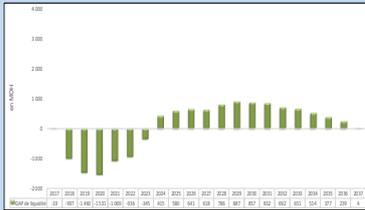
Le rapport de gestion Actif/Passif est établi semestriellement et est soumis à la Direction Générale et au Comité des Risques Interne.

Risque de Liquidité

La gestion du risque de liquidité est basée sur la détermination des impasses prévisionnelles statiques et dynamiques de liquidité à court, moyen et long termes et sur l'analyse de la structure du bilan. Cette approche permet d'avoir une vision globale sur le profil de liquidité de l'Institution.

» Exposition au 31 Décembre 2016

Les impasses de liquidité en stock s'affichent au 31 Décembre 2016 comme suit :

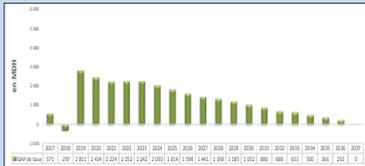


Risque de Taux

Pour le suivi du risque de taux, il est procédé au calcul des gaps de taux et à l'analyse de la structure du bilan par type de taux, ce qui permet de mesurer et d'anticiper l'exposition au risque de taux par une confrontation des emplois aux ressources par bandes de maturités.

» Exposition au 31 Décembre 2016

Les Gaps de taux en stock se présentent au 31 Décembre 2016, comme suit :



Risque de Change

La couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques Interne se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crises.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;

- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à éviter des blocages de situations.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes aux Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de communication financière

Le FEC dispose également d'un manuel de communication.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose, conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, d'un Plan de Continuité d'Activité approuvé par le Conseil d'Administration,

permettant d'assurer selon divers scénarios de crise, le fonctionnement en mode dégradé ainsi que la reprise des activités.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, procédures, plan de communication,...) est mis à jour régulièrement et un plan de maintenance et du développement du PCA du FEC est élaboré.

Au cours de l'année 2016, aucun sinistre majeur nécessitant l'activation du PCA, n'est survenu au FEC.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

· l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques.

· La conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales.

· Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.

· La collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des Entités métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non Conformité

Conformément à la circulaire n°4/W/2014 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

288, Boulevard Zerkouni
20090 Casablanca
Maroc

47, rue Abai Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016**

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité des comptes du Fonds d'Equipelement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Ces comptes qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 2.932.091, dont un bénéfice net de KMAD 257 863, relèvent de la responsabilité des organes de gestion du Fonds.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du Fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les comptes, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipelement Communal au 31 décembre 2016, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 mars 2017

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Ahmed Benabdelkhalck
Associé

**FIDAROC
GRANT THORNTON**

Faïçal Mekouar
Associé